

ÉCONOMIE, SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN
(Épreuve n° 270)

ANNÉE 2016

Épreuve conçue par ESCP Europe

Voie économique et commerciale

La mondialisation peut-elle expliquer les mauvaises performances économiques et sociales d'un pays ?

Face à l'émergence d'un chômage de masse dans une partie de l'Union Européenne, combiné à une croissance atone et une augmentation des inégalités certaine, l'intérêt pour les mouvements altermondialistes et les partis populistes eurosceptiques et favorables au protectionnisme ne cesse d'augmenter. Ce phénomène tend à remettre en cause la mondialisation qui serait porteuse d'effets néfastes sur les performances économiques et sociales des pays.

La mondialisation prend deux formes distinctes. D'une part commerciale, inscrite dans les accords du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elle se traduit par une augmentation des échanges de biens et services, soutenue par des accords bilatéraux ou multilatéraux. D'autre part financière, elle apparaît comme ce l'émergence d'un réseau financier mondial fonctionnant en continu sur la quasi-totalité des joueurs humains selon J. ADDA. En d'autres termes, il s'agit du décloisonnement des marchés financiers nationaux en vue d'aboutir à un monde

global unifié. Elle remettrait donc en cause les performances économiques, c'est-à-dire ce qui renvoie au domaine de l'économie, à savoir, la production, la croissance mais aussi le plein-emploi ou la compétitivité. Elle affecterait aussi les performances sociales qui renvoient aux inégalités sociales, le poids de l'Etat, la pauvreté ou l'exclusion.

Il s'agit donc de questionner les effets de la mondialisation sur ces deux sphères depuis les années 80, sans pour autant négliger l'approche historique et la première mondialisation des années 1850 qui peut être l'objet d'un parallèle intéressant.

Dit-on, la mondialisation rend-elle compte des mauvaises performances économiques et sociales d'un pays. Dans quelle mesure explique-t-elle ces phénomènes? Peut-on vraiment lui imputer une telle responsabilité dans la mesure où il existe une diversité de situations économiques et sociales d'un pays à l'autre, d'une décennie à l'autre? Est-elle alors suffisante pour expliquer les mauvaises performances d'un pays?

Il s'agira d'abord de montrer les effets négatifs qu'engendre la mondialisation permettant dans une certaine mesure d'expliquer les mauvaises performances économiques de certains pays. Il faut tout de même montrer que la mondialisation ne peut suffire à rendre compte de telles performances, voire qu'elle peut même les stimuler (II)

*
* * *

Tout d'abord la mondialisation peut rendre compte de la situation d'un pays, ce dans une certaine mesure. On s'attendra sur les effets explicatifs de la mondialisation commerciale (A) et de la mondialisation financière (B).

La mondialisation commerciale peut rendre des mauvaises performances d'un pays, tout d'abord sur le plan économique. En effet la mondialisation commerciale se traduit par une intensification de la concurrence par de nombreux secteurs. Face à l'émergence de certains pays à développement (PED) comme la Chine ou l'Inde, mais également des nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPIA) comme la Corée du Sud, les pays industrialisés et développés (PID) comme la France ou l'Angleterre ont connu une intensification de la concurrence préjudiciable. Suivant la théorie du "vol d'oies sauvages" d'AKAMATSU et ayant recours à des stratégies de substitution aux exportations, ces pays ont pu mettre en œuvre des remèdes de jilienne pour venir à bout de la concurrence des PID, processus qualifié par les décrets de libre-échange du GATT et de l'OMC. Cette concurrence se traduit par une perte de compétitivité-prix pour certains PID se soldent par une désindustrialisation. Ainsi DEMMOU montre dans La désindustrialisation en France que depuis les années 80, 28% des destructions d'emplois seraient liées à la désindustrialisation. Le sénateur ARTHUIS confirme dans un rapport cette tendance qui s'opère notamment dans les secteurs du textile, de l'automobile ou de la sidérurgie. ARTUS et VIRARD montrent dans La France sans usines que ce phénomène est regrettable et qu'il endigue la croissance française, ils

prévoient ainsi une réindustrialisation. Dès lors la mondialisation commerciale via le phénomène de concurrence explique en partie la faible puissance industrielle française et donc ses mauvaises performances économiques.

Mais la mondialisation commerciale se traduit également par le rôle accru des firmes multinationales (FMN) qui expliquent les performances d'un pays. En effet selon W. ANDREFF plus de 2/3 des échanges internationaux est due aux FMN. Dès lors la logique de concurrence s'applique aussi au domaine fiscal. En effet les FMN en raison des taux très divergents d'impôt sur les sociétés notamment en Europe choisissent leur implantation en fonction du régime fiscal le plus intéressant. Dès lors la croissance d'un pays peut être mutilée par les effets de distorsions liées à la concurrence fiscale favorisée par la mondialisation. Ainsi l'Irlande a longtemps profité de son régime fiscal au détriment d'autres pays.

En effet la concurrence exacerbée liée à la mondialisation commerciale explique en partie la situation de pays tels que le Nigeria, le Russie ou encore l'Arabie Saoudite qui voient le prix du pétrole chuter depuis 2014, traduisant une forte réduction de l'excédent commercial de ces pays et remettent notamment en cause le financement de prestations sociales et de institutions de l'Etat.

En effet les effets négatifs de la mondialisation commerciale ne s'arrêtent pas à la sphère économique mais touchent également la sphère sociale. Ainsi depuis les années 80 on distingue une recrudescence d'inégalités sociales imputée en partie à la mondialisation de l'économie. Ainsi F. BOURGOIGNON dans La mondialisation des inégalités (2012) montre que la mondialisation a contribué à une augmentation des inégalités de revenus au

sein des pays. T. PIKETTY dans Les Hauts revenus en France au XX^e siècle origine une telle tendance depuis les années 80. Le constat est similaire aux Etats-Unis selon une étude de PIKETTY et SAEZ. Cette situation s'explique notamment un recul de l'Etat providence, c'est ce que soutient P. ROSANVALLON dans La crise de l'Etat providence (1991). L'Etat tend en effet à se désengager de plus en plus comme en témoigne la politique de baisse d'impôt pratiquée par R. REAGAN dans les années 80 aux Etats-Unis ou par M. THATCHER en Grande-Bretagne. Ces choix inséparable de la mondialisation des économies et de la concurrence dans le monde expliquent ainsi les fortes inégalités de revenus dans une partie de l'Europe mais aussi aux USA comme le déplorait S. YELLEN ainsi que le ministre des finances américain en 2014.

Aux inégalités de revenus s'ajoutent le phénomène de précarité, indissociable de la mondialisation et de la concurrence. En effet face à la montée du chômage en Europe souvent attribuée à une main-d'œuvre trop chère qui plombe la compétitivité-prix des entreprises nationales face aux mastodontes asiatiques, des politiques de flexibilisation ont été mises à œuvre. En Allemagne les lois HARTZ de 2003 à 2005 ont implémentés des "ein euro job", "midi job" et "mini job", la Grande-Bretagne a elle mis en œuvre "Zero" contracts. Toutes ces mesures ont eu pour conséquence une précarisation du marché du travail qui permet d'expliquer en partie l'augmentation de l'exclusion du marché du travail et finalement l'exclusion sociale (CALVES, L'exclusion sociale 2004). La mondialisation intensifie la concurrence amplifie donc la précarisation et l'exclusion sociale.

La mondialisation financière elle aussi explique dans une certaine mesure les mauvaises performances économiques et sociales d'un pays.

Tout d'abord la mondialisation financière implique des risques importants de crises financières défavorable à l'économie mais aussi aux individus.

Ainsi la crise asiatique de 1997 a largement pénalisé l'économie thaïlandaise et de ses voisins. Elle s'est traduite par de fortes dévaluations, une récession importante et une fuite des capitaux. Le consommateur et l'investissement sont alors faibles. Cette crise n'avait pourtant pas eu lieu dans le consensus de Washington et la volonté de libéraliser les marchés financiers des P&D.

J. STIGLITZ dans La Grande déillusion remet en cause cette mondialisation forcée. La crise de 2008 qui éclate le 15 Septembre suite à la faillite de Lehman Brothers se traduit par des effets similaires, dévastateurs pour l'économie. Mais elle contribue également à expliquer les piètres performances sociales aujourd'hui. En effet le chômage est de 10,3% en France aujourd'hui, à plus de 20% en Espagne et en Grèce. L'exclusion sociale devient un risque consécutive à l'exclusion du marché du travail. Cette crise remet également en question le financement de la protection sociale remise en cause par le déficit budgétaire en France.

La mondialisation financière quand elle se traduit par une crise explique les mauvaises performances économiques et sociales d'un pays.

Revenons également en cause la distribution des fruits de la mondialisation souvent vantée. En effet la mondialisation financière contribue à exclure une partie des pays et explique leur croissance faible et les inégalités fortes. LUCAS met

ainsi en évidence un paradoxe : les pays qui ont le plus besoin de la mondialisation n'en bénéficient pas. Ainsi en 2014 les 45 pays les moins avancés (PMA) n'ont perçu que 1% des investissements directs de l'étranger (IDE) soit l'équivalent de ce que perçoit le Danemark. PISANI et BRANDER mettent quatre axes en exergue sur "division internationale de la prise de risque financière" depuis 1937 qui explique le retour des IDE vers le Nord. Ce positionnement traduit donc la faiblesse de la monnaie dans les PMA et la faiblesse de leur institutions qui ne contribuent qu'à augmenter ou faire stagner les inégalités sociales. Ainsi MILANOVIC montre dans Global Inequalities: What if it and why it matters? que les PED ont diminué leurs inégalités de revenus de 61% depuis les années 80 alors que les inégalités dans les PMA ont stagné.

Si lors il apparaît que la mondialisation sous ses deux formes permet d'expliquer dans une certaine mesure les mauvaises performances économiques et sociales d'un pays. Partant elles ne sauraient complètement en rendre compte.

*

* *

En effet la mondialisation ne peut suffire à expliquer de telles performances. En effet il apparaît que ces effets divergent d'un pays à l'autre autant sur le plan social qu'économique (A). Ce qui pose dès lors la question du rôle des autorités politiques et économiques face à la mondialisation pour

nécessaire à la compréhension de la situation de ces pays. (B)

Tout d'abord la mondialisation ne s'explique pas systématiquement négativement et peut au contraire expliquer de bonnes performances économiques et sociales. Ainsi sur le plan social elle a largement contribué à un recul des inégalités dans les PEA. F. BOUREBUIGNON dans La mondialisation des inégalités souligne que les inégalités de revenu entre les différents pays ont diminué. Ainsi la mondialisation a permis un certain rattrapage des PEA sur le plan social. En Chine par exemple plus de 94% des habitants ont une protection sociale contre 9% il y a une trentaine d'années. L'Inde a par conséquent diminué ses inégalités dans le domaine de l'éducation. Enfin soulignons que si on pensait un retour de inégalités dans les PEA, RODRICK souligne dans Globalization has gone too far que la mondialisation a eu pour conséquence une augmentation des dépenses des États dans le système de protection sociale, le recul de l'État n'est donc à relativiser, notamment au vu de l'allongement des allocations chômage aux USA suite à la crise de 2008.

Sur le plan économique les effets positifs de la mondialisation permettent également d'expliquer de belles performances qui contrastent avec certains pays. Tout d'abord la théorie va dans ce sens.

Si SMITH dans Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations en 1776 montre que « un pays a intérêt à participer au commerce international s'il dispose d'un avantage absolu, c'est-à-dire une production qui est mieux chère que ses voisins. RICARDO complète la théorie en introduisant les avantages comparatifs ».

, des avantages fondés par la technique dont chaque pays dispose car il s'agit de se spécialiser dans la production que le pays est le moins mauvais. Dès lors la mondialisation commerciale sur le papier en favorisant la participation de tous les acteurs doit stimuler l'économie et profiter à tous. Si l'argument n'est véritablement pas valable pour tous les pays notons tout de même que la grande diversité des performances économiques invalide l'idée d'une mondialisation unique facteur de mauvaise performance économique. En effet la fin des années 80 et les années nineties des Etats-Unis contrastent avec l'atonie de la croissance européenne. De même aujourd'hui l'Allemagne et son chômage de 4,5%, la Grande-Bretagne et ses 5% se distinguent d'un drainage de masse dans une bonne partie de l'Europe. Il en va de même pour leur croissance économique. Dès lors comment expliquer ces fortes disparités de performance économique malgré le phénomène de mondialisation ? Peut-être est-elle insuffisante pour rendre compte de la situation d'un pays de manière objective.

Au contraire la mondialisation du XIX^{ème} siècle semble même expliquer une dynamique économique. Paul BAIRICH dans Victoires et déboires 1897 montre que des IDE passent de 0,5 milliards d'euros à 48 milliards grâce à la mondialisation et que 90% des IDE partent d'Europe. Or ces IDE profitent à tous. D'une part aux PDS en Afrique et en Asie, en Amérique ou dans l'Europe de l'est. D'autre part aux PID ayant un surplus d'épargne. A cela ajoutons la convergence des taux d'intérêts comme le soulignent

FELDSTEIN et HORIOKA des Domestic savings and international capital flows en 1984, favorisent l'investissement. La mondialisation financière du XIX^{ème} siècle permet donc d'expliquer une forte croissance dans les PID mais aussi dans les pays émergents.

Dès lors comment expliquer cette ambivalence des effets de la mondialisation. Parfois elle expliquerait les bonnes performances économiques et sociales, parfois non? Il s'agit en réalité de considérer la mondialisation parallèlement aux politiques mises en œuvre dans les différents pays pour réellement rendre compte des performances diverses et variées.

Ainsi la diversité du chômage et de la croissance européenne aujourd'hui peut s'expliquer par différents facteurs qui découlent de l'idée de mondialisation mais n'en sont pas pour autant des causes directes. En effet la différence de chômage entre l'Allemagne et la France peut aujourd'hui en partie s'expliquer par des phénomènes structurels. L'Allemagne dispose d'une forte compétitivité hors-prix grâce à des biens hauts de gamme tandis que la France produit des biens de qualité inférieure. Ajoutons la flexibilité du travail plus faible en France avec un coût du travail peu qualifié assez élevé (80% des hommes en France ont des employés ou ouvriers peu qualifiés)... D'où la "loi travail" en France qui pose toutefois des problèmes de précarisation au vu de la résistance qu'elle rencontre. Il s'agit donc de prendre en compte des facteurs liés aux politiques structurelles pour entièrement rendre compte des différences de situation en Europe aujourd'hui. On pourrait aussi expliquer la faible demande en Europe par

les politiques de rigueur et le pacte de stabilité et de croissance longent
critiqués par KRUGMAN dans Sont-ils ceux de cette crise...
maintenant

La divergence de performances économiques et sociales entre PEA
et PMA pourrait elle aussi trouver une explication liée à la
mondialisation. En effet pour que'elle profite à un pays elle doit
être accompagnée d'institutions selon ACEMOGLU et ROBINSON
dans Why Nations Fail?. C'est notamment le rôle des FMI

d'intervenir selon SACHS et WARNER. Toutefois il ne s'agit
pas de prendre la mondialisation comme une voie de développement
providentielle. En effet selon SOLOW et SPENCER les
473 réunités c'est-à-dire les 13 pays ayant connu
une croissance moyenne de plus de 7% / an pendant 25 ans depuis
1945 se sont appuyés sur un monde intérieur développé.

Il s'agit donc de voir la mondialisation comme un passage
obligatoire aujourd'hui qui toutefois ne peut rendre compte
à elle seule des performances économiques et sociales. Ainsi AGLIETTA
et GBO insistent dans la voie chinoise que la Chine a mis
en œuvre des mesures spécifiques pour s'intégrer à la mondialisation
et en profiter. « Il n'existe pas de solution unique au développement »
affirmait RODRICK et cela vaut pleinement dans le cadre de
la mondialisation. Les performances économiques et sociales
reflètent avant tout le pragmatisme des politiques
mises en œuvre.

*

* *

Ainsi si on a montré que la mondialisation pouvait dans une certaine mesure expliquer les performances économiques et sociales d'un pays, il est désormais manifeste qu'elle ne saurait rendre compte de l'intégralité des facteurs qui contribuent à la situation du pays. En effet les effets de la mondialisation sont ambivalents, ils peuvent être destructeurs mais également stimuler l'activité et favoriser dans une certaine mesure la réduction des inégalités. Il s'agit donc de prendre en compte les interventions étatiques à travers les politiques structurelles mais aussi conjoncturelles pour bien cerner les causes des mauvaises performances économiques et sociales. La mondialisation c'est donc ce processus qui appelle à la réaction des acteurs économiques, elle n'est ni noire ni blanche, il faut l'accepter parce qu'elle est avec ses défauts et ses avantages, mais en aucun cas la rendre responsable de tous les maux économiques et sociaux. Il s'agirait donc aujourd'hui en Europe de relancer la demande tout en intégrant la mondialisation à cette demande. Paul PRÄET, chef économiste de la Banque Centrale Européenne a récemment évoqué la "monnaie-hélicoptère", concept développé par FRIEDMAN qui consiste à distribuer directement de l'argent aux entreprises et aux ménages. Est-ce aujourd'hui une solution possible pour relancer le dynamisme économique en Europe? L'avenir nous le dira.